

La récession en Pologne

La réforme de l'économie polonaise ne s'est pas faite sans sacrifices. Bien que ne souffrant plus de pénuries de produits de consommation, les Polonais ont vu leurs revenus réels chuter de façon très significative. Le gouvernement a éliminé les contrôles sur les prix alors qu'il imposait de lourdes taxes sur les augmentations de salaires qui dépassaient les limites anti-inflationnistes. Depuis qu'il a été mis fin à l'économie à planification centrale, l'introduction de prix libres et la disparition des subventions, les entreprises trouvent qu'elles ne peuvent plus fonctionner à la «va-comme-je-te-pousse». Les sociétés qui ne sont pas concurrentielles doivent disparaître.

Malgré l'inévitable dislocation qui accompagne la réforme économique, on perçoit des signes encourageants qui sont précurseurs du succès :

- Les taux de change polonais sont demeurés stables suite à la dévaluation de mai 1991. Depuis le 26 février 1992, le taux de change s'est maintenu à 13 360 zlotys le dollar US.
- Les réserves gouvernementales de devises fortes sont toujours solides, elles totalisent 6,5 milliards de dollars US à la fin de 1991.
- Les revenus réels commencent finalement à croître au même taux que l'inflation et la consommation commence à se rétablir.
- L'épargne privée continue à croître en termes nominaux et celle constituée en devises fortes est stable, elle totalisait 5,7 milliards de dollars US en 1991.
- L'offre et la demande pour les biens et services sont demeurées presque en équilibre.
- Bien que pas tout-à-fait gagnée, la guerre à l'inflation a réussi à endiguer l'hyperinflation vécue à la fin de 1989 et au début de 1990.

La récession est un sous-produit typique des programmes destinés à endiguer l'inflation et à équilibrer les budgets des gouvernements. Le problème en Pologne s'est compliqué du fait d'avoir laissé les entreprises livrées à elles-mêmes pour affronter la concurrence internationale. Les entreprises d'État ne pouvaient plus contrôler les prix, ne jouissaient plus de subventions et de marchés protégés et de coûts d'intrants artificiellement faibles. Une fois tous ces avantages disparus, les entreprises d'État du pays ont périéclité à cause de l'absence d'acheteurs pour les produits qu'elles fabriquaient. Le Premier ministre Jan Krzysztof Bielecki l'a déclaré avec beaucoup de candeur : «une chute de 30 % de la production de produits invendables ne peut pas être qualifiée de récession mais simplement de retour à la normale».

L'Office central de la statistique en Pologne estime la chute du Produit intérieur brut à 11 % pour 1990 et 7 à 8 % de plus en 1991. La performance n'a cependant pas été la même pour tous les secteurs. La production des secteurs industriels et des transports a chuté de manière très prononcée alors que le bâtiment et l'agriculture se sont plus ou moins maintenus. Le commerce, les services et les communications ont cependant enregistré des hausses réelles.

L'industrie

La production industrielle a chuté de 24 % en 1990 et de 14 % de plus en 1991. Cette baisse est due à plusieurs facteurs dont la guerre à l'inflation, la restructuration et l'ouverture du marché ainsi qu'à une demande intérieure décroissante à cause de la récession. Cependant le facteur le plus important était celui de l'effondrement du commerce avec l'ancien bloc soviétique qui était devenu le plus important client de la Pologne dans le secteur des exportations industrielles. Les sous-secteurs les plus touchés étaient ceux des industries légères de transformation qui ont chuté de 48 % en 1991 et la machinerie électrique qui a chuté de 42 %. Ces deux sous-secteurs étant ceux qui dépendaient le plus du commerce intra-bloc. Des secteurs les moins touchés étaient ceux des produits de papier et de bois ainsi que les carburants et l'énergie.

Les effets de l'effondrement de la production des entreprises d'État ont été mitigés, jusqu'à un certain point, par la hausse de production du secteur privé qui a presque atteint le quart du total, à comparer à 16 % en 1989. Un autre facteur de mitigation réside dans l'accroissement de 55 à 60 % du secteur des exportations à devises fortes. Il y a aussi des signes avant-coureurs encourageants d'une reprise générale. Novembre 1991 marquait le quatrième mois d'augmentation de la production industrielle.

La construction

Les effets de la récession n'ont pas été autant ressentis par le secteur de la construction que par les autres secteurs. La baisse de ce secteur a commencé en août 1988 mais on pouvait constater une certaine reprise au cours du deuxième trimestre de 1991 alors que les entrepreneurs répondaient à la demande croissante pour des rénovations d'édifices commerciaux et publics. Cette nouvelle demande a été causée en partie par la privatisation du secteur de la vente au détail.

L'ensemble du secteur de la construction a subi une baisse de 2 % en 1991. De fait, le dernier trimestre de l'année a vu une légère reprise des activités de l'ensemble du secteur. Les progressions les plus importantes ont été réalisées par des sociétés qui travaillaient sur des projets